

LE JOUR, 1954
29 Mai 1954

PROPOS DE POLITIQUE ETRANGERE

A l'occasion de propos officiels, récents ou moins récents, deux aspects fondamentaux de notre politique étrangère méritent qu'on les considère.

Monsieur le Président de la République a, suivant les dépêches, déclaré à Buenos-Aires « qu'il existait une « solidarité » entre certains pays asiatiques et les pays arabes ». On voudrait savoir lesquels.

La notion de solidarité mène loin. La solidarité dont a parlé le Président, à dix mille lieues d'ici, inquiète plus qu'elle rassure. De qui serions-nous solidaires dans l'Asie lointaine et de quelle aventure ou de quelle mésaventure aurions-nous éventuellement à répondre ?

A son retour M. le Président de la République parlera peut-être un langage moins sibyllin. Mais le Président n'est pas responsable et c'est M. le Ministre des Affaires Etrangères qui voudra bien nous éclairer dès qu'il le pourra.

D'autre part, on voit M. le Président du Conseil parler des périls de ce temps et de la défense commune, comme s'il s'agissait de perspectives dans la lune. Le Gouvernement de M. Abdallah Yafi conteste l'évidence et est en contradiction avec le sentiment de mainte nation.

Nous voudrions en avoir le cœur net : si l'Occident proposait à notre Gouvernement-un des plus désarmés du monde- une défense collective efficace contre les effets mortels des armes atomiques, M. Yafi la refuserait-il ? Il s'agirait de l'attirail défensif et offensif par quoi on se préserve, autant qu'il se peut, de la mort par le feu du ciel. M. Yafi s'entêterait-il dans le préjugé d'une neutralité aussi vaine que la dialectique sans force dont il fait si couramment usage ?

Des questions vitales qui engagent l'avenir du peuple libanais sont traitées avec une surprenante légèreté. Là où il faudrait laisser parler le bon sens-et l'armée- ce sont les incidences dérisoires d'une politique sans avenir qui triomphent.

On nous solidarise de gaieté de cœur avec une Asie lointaine, jaune ou rouge, qu'on ne définit pas et on nous expose, avec allégresse, à de vastes dangers.

M. le Ministre des Affaires Etrangères qui, lui, est responsable de l'orientation de notre politique extérieure, nous permettra-t-il de lui faire part ici de nos appréhensions et de nos craintes ?